



HAL
open science

Les traces du Pérou et du Chili sur la scène multilatérale : du groupe andin au nouvel ordre économique international (1968-1975)

Getsiva Cayo, Raphaël Orange-Leroy

► To cite this version:

Getsiva Cayo, Raphaël Orange-Leroy. Les traces du Pérou et du Chili sur la scène multilatérale : du groupe andin au nouvel ordre économique international (1968-1975). *Revue d'histoire diplomatique*, 2022, 1, p. 5-24. hal-03683795

HAL Id: hal-03683795

<https://hal.science/hal-03683795v1>

Submitted on 7 Nov 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License

Getsiva CAYO DURAND DE GEIST

Docteure en Histoire
Sorbonne Université
Chercheuse associée au Centre Roland Mousnier
getsiva.cayo@posteo.de

Raphaël ORANGE-LEROY

Doctorant en Histoire
CY Cergy Paris Université
Laboratoire AGORA
raphael.orange-leroy@cyu.fr

**LES TRACES DU PÉROU ET DU CHILI SUR LA SCÈNE MULTILATÉRALE :
DU GROUPE ANDIN AU NOUVEL ORDRE ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL
(1968-1975)**

Ce papier est la version pré-édition (pre-print) de l'article publié en 2022 dans la Revue d'histoire diplomatique avec la référence suivante : Getsiva CAYO DURAND DE GEIST et Raphaël ORANGE-LEROY, « Les traces du Pérou et du Chili sur la scène multilatérale : du groupe andin au nouvel ordre économique international », Revue d'histoire diplomatique, 1, 2022, p. 5-24.

Résumé

Alors que le Pérou et le Chili sont traditionnellement considérés comme des puissances rivales, ils ont partagé un élan commun sous les gouvernements socialistes de Juan Velasco Alvarado (1968-1975) et de Salvador Allende (1970-1973). Au détour de cette parenthèse, cet article se propose de replacer les deux pays dans une perspective croisée en soulignant non seulement la similitude de leurs politiques nationales, mais surtout la force de leur coopération au niveau international. À travers l'étude de la structuration du Groupe Andin et de l'organisation de la CNUCED III en 1972 à Santiago-du-Chili, cet article met en évidence l'influence que l'action concertée du Pérou et du Chili leur a permis d'avoir sur la scène multilatérale. Devenant des portes-paroles du Tiers-Monde, Velasco et Allende ont de ce fait laissé des traces oubliées, mais réelles, sur les négociations économiques internationales, participant notamment à l'impulsion vers la Déclaration sur le Nouvel Ordre Économique International.

Abstract

While Peru and Chile are traditionally viewed as rival powers, under the socialist governments of Juan Velasco Alvarado (1968-1975) and of Salvador Allende (1970-1973), they shared a common momentum. This article explores this historical parenthesis and suggests to place the two countries in a crossed perspective, emphasizing not only the similarities in their national policies, but above all the strength of their cooperation at the international level. By studying the Andean Group's structuring and the organization of UNCTAD III in 1972 in Santiago, this article highlights the influence Peru and Chile have had on the multilateral arena as a result of their joint action. Acting as spokespersons for the Third World, Velasco and Allende left their forgotten, yet real, mark on international economic negotiations, and contributed to the impetus towards the Declaration on the New International Economic Order.

Introduction

Les élections récentes de Pedro Castillo au Pérou et de Gabriel Boric au Chili marquent un retour des gouvernements de gauche qui fait écho dans les deux pays aux présidences de Juan Velasco Alvarado (1968-1975) et de Salvador Allende (1970-1973). Arrêté par le coup d'État du général Augusto Pinochet et la mort d'Allende le 11 septembre 1973, le gouvernement d'*Unidad Popular* (UP) constitue encore aujourd'hui un symbole démocratique et égalitariste au Chili et dans le monde¹. Si les politiques de nationalisation et de réforme agraire entreprises par Allende sont restées célèbres, on sait en revanche moins qu'elles furent précédées au Pérou par les politiques du général Velasco et que, d'un côté comme de l'autre, ces politiques furent accompagnées d'un activisme international sans précédent des deux pays. La combinaison de leurs efforts permit au Pérou et au Chili de gagner brièvement une influence internationale considérable. Pic de cette influence, la troisième Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED III), qui se tint en avril et mai 1972 à Santiago-du-Chili, vit les deux États andins mener l'ensemble des pays en développement du Groupe des Soixante-dix-sept (G77) vers une contestation des structures économiques internationales dans les négociations avec les pays développés².

À l'occasion du 50ème anniversaire de la CNUCED III, cet article revisite cet événement encore méconnu afin d'étudier comment les politiques multilatérales du Pérou et du Chili leur permirent de gagner une influence internationale qu'ils n'ont plus retrouvée depuis³. Celle-ci s'appuya sur trois piliers. Premièrement, les politiques nationales appliquées de Velasco et d'Allende furent appliquées en parallèle et leur servirent de vitrine au niveau international. Deuxièmement, les politiques étrangères du Pérou et du Chili convergèrent avec la constitution du Groupe Andin en tant que modèle sous-régional de développement et la recherche de partenariat avec la Communauté Économique Européenne (CEE) comme alternative aux relations asymétriques entretenues avec les États-Unis. Troisièmement, la convergence politique se fit également au sein des Nations Unies, dans la mesure où le Pérou et le Chili poussèrent de façon commune à une radicalisation du G77 lors de la CNUCED III

1 Olivier COMPAGNON et Caroline MOINE, « Introduction — Pour une histoire globale du 11 septembre 1973 », *Monde(s)*, 8-2, 2015, p. 9-26 ; Nicolas PROGNON, « La voie chilienne vers le socialisme, entre icône de la révolution et référence intemporelle d'un processus révolutionnaire », *Revue InteraXXIons*, 1, 2021, p. 107-125.

2 Régine PERRON, *Histoire du multilatéralisme. L'utopie du siècle américain de 1918 à nos jours*, Paris, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2015, p. 236-270.

3 La CNUCED III a été définie comme chantier de recherches par Tanya HARMER, « Towards a Global History of the Unidad Popular », *Radical Americas*, 9-5, 2021.

de Santiago et de la conférence préparatoire du G77 organisée à Lima en 1971. Plus largement, cette étude se propose de retrouver les voix des pays en développement dans les négociations internationales grâce aux documents du G77 et aux archives de la CNUCED, de la CEE et du Fonds Monétaire International (FMI)⁴. Par le croisement d'archives issues du réseau d'organisations intergouvernementales où ont lieu ces négociations, cet article met ainsi en valeur l'influence des petites et moyennes puissances pour faire évoluer les organisations et structures économiques internationales afin de renforcer leur poids politique et de favoriser leur développement⁵.

Le Pérou et le Chili, nouvelle voie/voix pour le Tiers-Monde

Malgré leur rivalité traditionnelle héritée de la guerre du Pacifique (1879-1884), Pérou et Chili mirent en place de façon parallèle des politiques nationales similaires sous les gouvernements de Juan Velasco Alvarado et Salvador Allende. Quoique les méthodes de prise de pouvoir aient été différentes, Velasco arrivant par les armes, Allende par les urnes, le Pérou et le Chili partagèrent une communauté d'objectifs revendiqués comme des exemples pour le monde. Le parallèle entre les deux fut d'ailleurs établi par le chef de la junte lui-même lorsqu'il affirma lors d'un banquet en l'honneur d'Allende : « Nous nous efforçons de créer une démocratie sociale de pleine participation dans laquelle toutes les institutions répondent au mandat et au contrôle de ceux qui les composent⁶ ». Les politiques nationales et anti-impérialistes du Pérou et Chili en firent des symboles mondiaux aussi bien pour le Tiers-Monde que pour les mouvements socialistes du Nord et du Sud⁷. De ce fait, l'influence extérieure des gouvernements de Juan Velasco Alvarado et Salvador Allende fut intimement liée aux politiques économiques engagées à l'intérieur⁸.

4 Sur l'intérêt des archives des organisations internationales pour étudier les pays en développement, voir André URBAN, *Les États-Unis face au Tiers Monde à l'ONU de 1953 à 1960, aux origines d'un affrontement*, Paris, L'Harmattan, 2005, p. 17.

5 Eric HELLEINER, *Forgotten foundations of Bretton Woods: international development and the making of the postwar order*, Ithaca ; London, Cornell University Press, 2014, p. 13-19 ; Christy THORNTON, *Revolution in Development: Mexico and the Governance of the Global Economy*, Oakland, California, University of California Press, 2021, p. 3-6.

6 Juan Velasco Alvarado cité par Johanna BOCKMAN, « Democratic Socialism in Chile and Peru: Revisiting the "Chicago Boys" as the Origin of Neoliberalism », *Comparative Studies in Society and History*, 61-3, 2019, p. 668.

7 Olivier COMPAGNON et Caroline MOINE, « Introduction — Pour une histoire globale du 11 septembre 1973 », *art. cit.*

8 Javier ALCALDE CARDOZA et Gonzalo ROMERO SOMMER, « La política exterior del Gobierno Revolucionario Peruano y los cambios en el orden internacional, 1968-1975 », *Agenda Internacional*, 25-36, 2018, p. 257-301.

Le général Velasco prit la tête de la Révolution Péruvienne effectuée par les militaires en 1968. Le coup d'État militaire d'octobre 1968 représenta un virage dans la structure économique et sociale du Pérou en déclarant comme principal objectif la fin de la dépendance vis-à-vis de l'extérieur⁹. Radical et nationaliste, le modèle économique de développement nommé « troisième voie » – ni communisme, ni capitalisme – se traduit par la mise en place d'un programme de réformes structurelles se focalisant sur l'indépendance économique et l'élimination de l'injustice sociale. Pour ce faire, les militaires se confrontèrent aux groupes d'intérêt les plus puissants du pays. Ils préconisèrent le changement radical du système par le biais de l'élimination progressive des capitaux étrangers, de l'expropriation *ad hoc* de firmes étrangères, du développement des secteurs d'exportation (minier, de la pêche) et de l'agriculture, ainsi que de la poursuite d'une réforme agraire sans précédent. Les résultats furent cependant limités. L'augmentation de l'activité économique entre 1970 et 1975 n'empêcha pas celle de la dette extérieure. La dépendance extérieure de l'économie fut modérée, mais pas transformée. En parallèle, les inégalités sociales persistèrent. Même si la hausse du niveau de vie des classes les plus vulnérables, notamment des paysans, se poursuivit, la pauvreté demeura, la relation entre les secteurs modernes et traditionnels demeurant inaltérable¹⁰.

Pour sa part, l'entrée en fonction d'Allende le 4 novembre 1970 marqua le premier pas de la « voie chilienne vers le socialisme ». Sortant d'une décennie marquée tant par l'aide au développement américaine liée à l'Alliance pour le Progrès que par l'explosion de sa dette extérieure¹¹, le Chili rentra avec Allende dans une phase de « nationalisme économique », passant notamment par la nationalisation des entreprises étrangères privées. Le gouvernement d'*Unidad Popular* (UP) nationalisa le secteur minier extractif, puis prit à son compte la gestion du secteur des communications dans l'attente d'une éventuelle nationalisation. Ces changements de politique économique ne furent pas sans conséquences. Le programme socialiste envisagea la restructuration de la société, la redistribution de la richesse nationale, la redistribution des terres, la collectivisation des exploitations agricoles, la gestion ouvrière des entreprises publiques, mais aussi la nationalisation des secteurs économiques les plus

9 Dominique BARJOT et Getsiva CAYO DURAND, « Les échanges économiques entre la France et l'Amérique latine pendant la présidence du général de Gaulle : une première approche », dans Maurice VAISSE (dir.) *De Gaulle et l'Amérique latine*, Presses Universitaires de Rennes, 2014, p. 182-183.

10 Rosemary Thorp et Geoffrey Bertram, *Perú 1890-1977. Crecimiento y políticas en una economía abierta*, Lima, Universidad del Pacífico, 2013, p. 393-395.

11 Claudia KEDAR, « Salvador Allende and the International Monetary Fund, 1970–1973 : The Depoliticisation and Technocratisation of Cold War Relations », *Journal of Latin American Studies*, 47-4, 2015, p. 717-747.

performants¹². Pour ce faire, l'UP engagea des dépenses publiques massives, instaura le contrôle des prix, et augmenta les salaires des classes défavorisées. Toutefois, le gouvernement fut confronté à des perturbations économiques à la fois internes, du fait de la baisse des investissements et de la stagnation des productions industrielle, agricole et alimentaire, et externes, liées au tarissement des réserves de change causées par la chute des cours mondiaux du cuivre et l'augmentation des importations de produits alimentaires. Contrairement au Pérou, le Chili souffrit des mauvaises relations que son gouvernement entretenait avec l'Administration Nixon¹³. Par suite d'une série de procédures d'expropriation (bénéfices excédentaires) qui touchèrent des multinationales basées aux États-Unis, ces derniers procédèrent à la réduction des prêts et crédits à court terme accordés par l'Export-Import Bank (Eximbank) et la Banque Inter-Américaine de Développement (BID). Allende dénonça ainsi un « blocus financier et économique invisible » lors de l'Assemblée générale des Nations unies en décembre 1972¹⁴.

La politique extérieure tracée par Velasco fut de nature nationaliste et anti-impérialiste. Il était à la quête d'une transformation radicale des relations extérieures du Pérou en refusant toute sorte de pressions extérieures. Face à la menace que représentait l'hégémonie des États-Unis sur le plan économique, le but de Velasco était de modifier et de diversifier les relations économiques du Pérou¹⁵. Selon Hal Brands, la diplomatie de Velasco suivit une « stratégie de cercles concentriques¹⁶ », constitués par le Groupe Andin, l'Amérique latine, puis le Tiers-Monde. Le général était en effet en faveur d'une intégration économique sous-régionale, l'industrialisation et la croissance des exportations devant être encouragées afin de faire décoller les économies du groupe et de renforcer les positions de négociation des pays andins vis-à-vis des économies de marché développées et des firmes multinationales. Cette approche fut également poursuivie au niveau continental par la participation aux coalitions constituées par l'Amérique latine en contestation des politiques économiques américaines. À l'échelle mondiale, une reconfiguration des relations extérieures péruviennes fut mise en œuvre en dépassant les clivages politiques et idéologiques établis par la Guerre

12 Adeoye AKINSANYA et Umar Elems MAHMUD, « Alternative Economic Development Strategies in the Third World : Chile under Salvador Allende Gossens », *Journal of Management and Social Sciences*, 2018, p. 374-380.

13 Hal BRANDS, « Richard Nixon and Economic Nationalism in Latin America : The Problem of Expropriations, 1969–1974 », *Diplomacy & Statecraft*, 18-1, 2007, p. 215-235.

14 Adeoye AKINSANYA et Umar Elems MAHMUD, « Alternative Economic Development Strategies », *art. cit.*, p. 380.

15 Ronald Bruce St John, *The Foreign Policy of Peru*, London, Lynne Rienner Publishers, Boulder & London, 1992, p. 198.

16 Hal BRANDS, « The United States and the Peruvian Challenge, 1968–1975 », *Diplomacy & Statecraft*, 21-3, 2010, p. 471-490.

froide. D'une part, le gouvernement militaire établit donc de nouvelles relations avec des pays appartenant à l'ensemble du spectre socialiste, allant de la Chine à l'URSS en passant par la Chine et la Yougoslavie. Ces derniers offrirent de nouveaux marchés et représentèrent de nouvelles sources d'assistance technique et financière¹⁷. D'autre part, le Pérou s'impliqua au côté des pays en développement de tous bords politiques dans les négociations du dialogue Nord-Sud, comme nous le verrons plus loin.

La politique extérieure d'Allende se caractérisa par son non-alignement. Pendant son gouvernement, le Chili fut intégré au Mouvement des Non-Alignés en 1971 et participa activement à deux conférences, dont la dernière se tint du 5 au 9 septembre 1973 à Alger. Le Chili fut aussi un protagoniste majeur de la CNUCED III, où Allende souligna la nécessité de profiter des crises internationales en cours pour changer « un ordre international perpétuant l'arriération [des peuples du monde]¹⁸. » L'UP concentra sa politique internationale sur l'affirmation de la pleine autonomie politique et économique du pays. De ce fait, le gouvernement chilien poursuivit une approche caractérisée, selon Tanya Harmer, par le « pluralisme idéologique¹⁹», recherchant pragmatiquement une diversification de son commerce extérieur auprès d'États aussi lointains sur l'échiquier politique que la Chine populaire, la Yougoslavie et la Colombie. Cela n'empêcha l'UP d'affirmer son soutien à la Révolution cubaine, les combattants du Nord Viêt Nam et les mouvements de lutte anti-impérialiste au Moyen-Orient²⁰.

Comme Velasco, Allende s'impliqua aussi bien dans l'« entreprise exemplaire²¹» du Groupe Andin, que dans l'approfondissement des solidarités des gouvernements du Tiers-Monde, déclarant par exemple : « Nous cherchons à étendre la paix et la coopération aux peuples d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique. Nous demandons qu'un nouveau type de relations économiques soit établi entre les nations du capitalisme industriel et les nations non développées²²». Toutefois, les approches tiers-mondistes de l'UP furent interrompues par le coup militaire du 11 septembre 1973 et la mort de Salvador Allende. Le retour à la voie capitaliste de développement fut ainsi imposé par les armes, de même que la sortie du Chili

17 Johanna BOCKMAN, « Democratic Socialism in Chile and Peru », *art. cit.*, p. 654-679.

18 CNUCED, *Proceedings of the United Nations on Trade and Development. Third session. Santiago de Chile, 13 April to 21 May 1972. Volume I, Report and Annexes*, Nations Unies, 1973, p. 357.

19 Tanya HARMER, *Allende's Chile and the Inter-American Cold War*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2011, ebook, chapitre 4.

20 Voir par exemple Eugenia PALIERAKI, « Revolutions entangled: Chile, Algeria, and the Third World in the 1960s and 1970s. », dans Thomas C FIELD, Stella KREPP et Vanni PETTINÀ (dir.), *Latin America and the Global Cold War*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2020, p. 274-300.

21 Marxists Internet Archive, *Salvador Allende, First speech to the Chilean parliament after his election*, 20 septembre 1970, <<https://www.marxists.org/archive/allende/1970/september/20.htm>>.

22 Mario Amorós, « Salvador Allende ante el mundo », *Tareas*, 130, 2008, p. 92-101.

du Mouvement des Non-Alignés. C'est donc pendant ces parenthèses socialistes, de 1968 à 1975 pour le Pérou, et de 1970 à 1973 pour le Chili, que les politiques tiers-mondistes andines gagnèrent une influence majeure sur la scène multilatérale.

Le Groupe Andin, une nouvelle stratégie de développement sur l'exemple de la Communauté Économique Européenne

Au niveau sous-régional, le Groupe Andin fut créé en 1968-1969 pour organiser l'intégration économique de la Bolivie, du Chili, de la Colombie, de l'Équateur, du Pérou, puis, plus tard, du Venezuela. Concurrente peu étudiée de l'Association latino-américaine de libre-échange (ALALC), l'organisation fut constituée, dans un premier temps, avec le soutien des États-Unis. En 1968, l'économiste et conseiller du président Lyndon Johnson, Walt W. Rostow, écrivit ainsi à la Maison blanche que « l'action du Groupe Andin [était] le progrès le plus prometteur en matière d'intégration économique depuis le sommet [de Punta del Este]²³ ». Les arrivées de Velasco et d'Allende marquèrent cependant un retournement de cette position à mesure qu'il devenait clair que l'organisation nuirait aux intérêts états-uniens dans la sous-région²⁴. Selon Velasco, le Groupe Andin devrait permettre une stratégie de développement évitant à ses membres la « subordination aux centres hégémoniques du pouvoir étranger²⁵ ». L'organisation eut ainsi l'originalité de mettre en place des politiques de substitution aux importations au niveau de la sous-région, un système de préférences intérieures à destination de ses membres les moins développés, ainsi qu'un traitement harmonisé des capitaux et multinationales étrangères afin d'« andéaniser » l'industrie sous-régionale²⁶. Au tournant des années 1970, le Groupe Andin apparut comme un véritable laboratoire du Tiers-Monde, appliquant les mesures recommandées par Raúl Prebisch et promues par le G77 à la CNUCED²⁷. Pour le *Financial Times*, l'organisation signalait le « début de l'émergence de

23 Foreign Relations of the United States (FRUS), 1964–1968, Vol. XXXI, South and Central America; Mexico, 71. *Action Memorandum From the President's Special Assistant (Rostow) to President Johnson, Washington, June 6, 1968.*

24 FRUS, 1969–1976, Volume E–16, Documents on Chile, 1969–1973, 78. *Special National Intelligence Estimate, Washington, August 4, 1971.*

25 Juan Velasco Alvarado cité dans Hal BRANDS, « The United States and the Peruvian Challenge, 1968–1975 », *art. cit.*, p. 477.

26 « Andean Pact Agreement on Foreign Investments », *Financial Times*, 1er janvier 1971, p. 5, Financial Times Historical Archives (FTHA), GALE|HS2302320936 ; FRUS, 1969–1976, Volume E–16, *op. cit.*, 57. *Joint Intelligence Memorandum.*

27 Voir Johanna BOCKMAN, « Socialist Globalization against Capitalist Neocolonialism: The Economic Ideas behind the New International Economic Order », *Humanity: An International Journal of Human Rights, Humanitarianism, and Development*, 6-1, 2015, p. 109-128 ; Esteban PÉREZ, Osvaldo SUNKEL et Miguel TORRES, *Raúl Prebisch (1901-1986). Un recorrido por las etapas de su pensamiento sobre desarrollo económico. Proyecto Raul Prebisch y los desafíos del desarrollo del siglo XXI*, Santiago de Chile, Naciones

l'Amérique latine en tant que nouveau bloc de pouvoir économique coordonné, le premier de ce que l'on appelle le Tiers-Monde²⁸».

À la pointe du régionalisme latino-américain, les stratégies de développement du Groupe Andin se construisirent notamment grâce à la mise en place de relations inter-régionales avec la Communauté Économique Européenne (CEE). La CEE servit de modèle mais fut également pour le Groupe Andin un potentiel partenaire afin de diversifier ses relations commerciales et rééquilibrer sa dépendance par rapport à l'Amérique du Nord. Les projets, les programmes et les démarches en vue de renforcer leurs relations diplomatiques, économiques et politiques furent nombreux. Le parlementaire italien Edoardo Martino, parfois considéré comme « un défenseur des intérêts latino-américains au sein de la CEE²⁹», s'engagea à renforcer les partenariats des deux blocs.

L'intérêt de la CEE pour le projet d'intégration latino-américaine ne fut pas seulement politique mais également technique. L'engagement de la CEE en matière d'intégration régionale latino-américaine se traduisit par une politique européenne d'assistance à la planification envers l'ALALC, le Marché commun centre-américain (MCCA), le Secrétariat d'intégration économique centre-américain (SIECA) et le Groupe Andin. L'assistance technique CEE-Groupe Andin n'est pas isolée, mais la particularité du Groupe Andin est qu'il eut pour ambition de mettre en place un marché commun entre ses pays membres en suivant le modèle d'intégration de la CEE³⁰. La correspondance consultée aux archives permet de constater le rôle que joua la CEE afin de guider et orienter l'expérience andine, notamment durant la première étape de la création. La Communauté s'intéressa aux problèmes de l'Amérique latine de manière générale, mais montra un intérêt particulier pour le Groupe Andin en pleine consolidation. Les représentants des Six participèrent ainsi à la 13ème Session plénière de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) en avril 1969 à Lima. La session fut inaugurée par le président péruvien Velasco qui préconisa une politique nationaliste et mena une discussion autour de ce sujet³¹. Même si la

Unidas/CEPAL, 2012 ; Jan Nederveen PIETERSE, *Development Theory. Destructions-Reconstructions*, Los Angeles, Sage, 2010 ; John TOYE et Richard TOYE, *The UN and global political economy. Trade, finance and development*, Bloomington, Indiana University Press, 2004.

28 Hugh O'SHAUGHNESSY, « Latin America - driven at Last Towards Co-ordination », *Financial Times*, 26 juin 1969, p. 10, FTHA, GALE|HS2303810584.

29 Getsiva CAYO DURAND DE GEIST, *Les relations économiques et financières entre la France et le Pérou: diplomatie économique, coopération technique et stratégie des firmes françaises (1945-1975)*, Thèse de doctorat, Sorbonne Université, 2019, p. 182-183.

30 Luis BACH, *El Pacto Andino y la integración latinoamericana*, Buenos Aires, Tierra Nueva/Colección Proceso, 1976, p. 36.

31 *Rapport sur la 13ème session plénière de la Commission économique pour l'Amérique latine à Lima entre le 14 et le 23 avril 1969*, Note 11868/I/69-F, Fonds BAC, 3/1978 n°356, Archives Historiques de la Commission Européenne, Bruxelles, 1969, p. 1-4.

« Commission mixte des pays de la CEE et de l'Amérique latine » envisagea d'accélérer le développement des relations entre ces deux blocs de pays, c'est le Groupe Andin le premier qui, en premier, manifesta sa volonté d'institutionnaliser les relations inter-régionales avec la CEE. En 1971, le président du Groupe Andin, Valencia Jaramillo, demanda à la CEE la mise en place d'une assistance technique en matière d'intégration régionale. Il préconisa l'application du système de préférences généralisées afin d'accélérer le processus d'industrialisation des pays andins et insista sur le financement des institutions de recherche technologique³².

La coopération technique CEE-Groupe Andin se focalisa surtout dans le domaine économique, financier, commercial et industriel. En 1972 furent organisés des colloques et des séminaires sur les préférences tarifaires généralisées, les travaux d'implantation industrielle, les codes d'investissement ainsi que sur la politique d'encouragement aux exportations de biens manufacturés. La CEE s'intéressa aux besoins d'investissement et d'importation des pays du Groupe Andin, l'envoi de missions en Europe, la participation aux foires et la participation aux programmes de développement industriel (construction d'équipement lourd, travaux d'ingénierie)³³. La création d'un sous-Comité CEE-Groupe Andin se concrétisa à la fin de l'année 1972 à Bruxelles. L'année suivante, la *Junta* et les industriels européens se réunirent pour traiter des sujets d'intérêt commun. L'échange d'expériences et d'opinions ainsi que le transfert de technologie mettent donc en évidence l'importance du rapprochement CEE-Groupe Andin et fournissent un exemple du nouveau type de relations commerciales autonomes du voisin états-unien que le Pérou et le Chili désirèrent mettre en place³⁴. Si les efforts déployés par la CEE ne permirent finalement pas de faire de l'Amérique latine un partenaire commercial majeur, les relations nouées avec le Groupe Andin traduisirent le rayonnement naissant de ce dernier.

Les origines de l'influence andine dans le système multilatéral

Le Chili et le Pérou parvinrent au pic de leur influence en mobilisant l'Amérique latine et le Tiers-Monde dans les négociations économiques internationales avec les pays

32 *Relations des Communautés européennes avec le Groupe Andin*, note SEC (71), Fonds BAC, 48/1978 n°944, Archives Historiques de la Commission Européenne, Bruxelles, le 16 avril 1971, p. 1-2.

33 *Coopération avec le Groupe Andin*, note AM/yh, Fonds BAC, 31/1984 n°12, Archives Historiques de la Commission Européenne, Bruxelles, le 4 octobre 1972, p. 1-5.

34 *Le Groupe Andin*, note EdC/me, Fonds BAC, 48/1978 n°148, Archives Historiques de la Commission Européenne, Bruxelles, le 27 mai 1971, p. 7-11.

développés. L'Amérique latine fut présente dès la fondation du système multilatéral actuel pendant et après la Seconde Guerre mondiale. Si elle apporta son soutien aux États-Unis, force est de constater qu'elle a tout de même une influence sur les Accords de Bretton Woods (1944) et lors de la rédaction la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH, 1948)³⁵. Le Chili fit dès ce moment partie des leaders régionaux aux côtés de l'Argentine, du Brésil et du Mexique. Pour autant, ce n'est qu'avec la création du G77 en 1964 à Genève à l'occasion de la première CNUCED et le front commun du groupe afro-asiatique et de l'Amérique latine dans les négociations Nord-Sud que cette dernière pesa pleinement sur la scène internationale. Si la CNUCED I fit sensation pour l'unité du Tiers-Monde, le G77 ne se structura qu'à partir de la conférence d'Alger (1967). Menée sous l'égide du président algérien Houari Boumédiène, la conférence parvint à un programme de négociation solide en prévision de la CNUCED II qui se tint l'année suivante à New Delhi.

La deuxième conférence de la CNUCED eut un succès relatif du fait de l'accord trouvé sur le Système de Préférences Généralisées (SPG) garantissant un traitement préférentiel aux produits des pays en développement dans les marchés des pays développés. Le mécontentement manifesté par les pays du Sud transforma toutefois le souvenir de l'événement en celui d'un échec. C'est dans ce contexte que le Chili et le Pérou progressèrent sur la scène internationale pour devenir de véritables porte-paroles du Tiers-Monde. Le Chili emporta ainsi le soutien du G77 contre la candidature du Mexique pour accueillir la CNUCED III (1972) à Santiago³⁶, tandis que Lima fut choisie pour la conférence préparatoire du groupe qui eut lieu en 1971.

La montée en puissance des pays du Groupe Andin sur la scène internationale releva de plusieurs facteurs. D'abord, elle arriva au moment d'un vide de pouvoir (*power vacuum*) dans le leadership du Tiers-Monde. En 1964, le G77 se constitua sous l'égide de figures de la décolonisation tels que Kwame Nkrumah pour le Ghana, Sukarno pour l'Indonésie, ou Nasser pour l'Égypte. Le déclin ou la mort de ces derniers dans les trois années suivantes marqua la fin d'une génération politique majeure pour les pays du Sud³⁷. Au niveau régional, le Brésil se mit en retrait suite au coup d'État militaire de 1964 tandis que le Mexique, porteur jusque dans les années 1940 de revendications fortes sur le système économique international, s'alignait sur les États-Unis pendant les années 1960³⁸. Les arrivées au pouvoir de Velasco et

35 Eric HELLEINER, *Forgotten foundations of Bretton Woods*, *op. cit.*, p. 13-19.

36 Eugenia PALIERAKI, « Revolutions entangled », *art. cit.*, p. 291.

37 Giuliano GARAVINI, *After Empires: European Integration, Decolonization, and the Challenge from the Global South, 1957-1986*, Oxford, Oxford University Press, 2012, p. 43-44.

38 Christy THORNTON, *Revolution in Development*, *op. cit.*, p. 148-159.

d'Allende advinrent donc au moment opportun pour qu'ils prennent une influence décisive au sein du G77.

Ensuite, leur influence croissante reposa sur la contestation ouverte dont ils firent montre à l'égard des États-Unis. À la fin des années 1960, la politique étrangère américaine était à la fois ternie par la guerre du Viêt Nam et marquée par une réticence croissante à soutenir les politiques de développement et de modernisation³⁹. D'une part, l'aide au développement bilatérale connut une baisse brutale⁴⁰. D'autre part, les États-Unis s'illustrèrent par leur opposition à la mise en place du SPG négocié par les pays en développement à la CNUCED en 1968 et au GATT en 1970, alors même que la CEE faisait entrer ce système en vigueur dès 1971⁴¹. Dans ce contexte, les politiques de nationalisation des entreprises américaines (International Petroleum Company, Anaconda, Kennecott) poursuivies par les gouvernements de Velasco et d'Allende inscrivirent le Pérou et le Chili dans la lutte contre le néocolonialisme. Suivant l'exemple de l'Iran, du Guatemala ou de Cuba, le Pérou et Chili reprirent le flambeau du combat pour la souveraineté des peuples sur leurs ressources naturelles, flambeau que le Chili avait été le premier à porter devant la Commission des droits de l'homme des Nations Unies en 1952 et qui aboutit en 1962 à la reconnaissance de cette souveraineté par l'Assemblée générale des Nations Unies⁴². En 1969, ce fut encore le Chili qui porta, au nom de l'ensemble de l'Amérique latine, une critique cinglante des politiques états-uniennes de développement régionales en leur attribuant la responsabilité de la trop lente croissance latino-américaine et demanda, par le « Consensus de Viña del Mar » l'ouverture des barrières douanières des pays de l'OCDE, la mise en place de mesures spéciales pour l'Amérique latine et le renforcement des flux d'aide au développement⁴³.

Le 15 août 1971, le président américain Richard Nixon annonça la suspension de la convertibilité du dollar en or, une nouvelle baisse de l'aide au développement et une surtaxe sur toutes les importations. Cette décision plongea les pays en développement, qui ne

39 David EKBLADH, *The great American mission : modernization and the construction of an American world order*, Princeton, Princeton University Press, 2010, ebook, chapitre 7.

40 Raphaël ORANGE-LEROY, « The Crisis of Development Aid and the Origins of the Debt Crisis », *Rivista italiana di storia internazionale*, III-2, 2020, p. 223-245.

41 Régine PERRON, « L'Europe et les pays ACP : de Yaoundé à Cotonou », dans Dominique BARJOT et Thi Hoai Trang PHAN (dir.), *Économie et développement durable : héritages historiques et défis actuels au sein du monde francophone*, Paris, Publications de la Société française d'histoire des outre-mers, 2016, p. 235-246.

42 Vanessa OGLE, « State Rights against Private Capital : The "New International Economic Order" and the Struggle over Aid, Trade, and Foreign Investment, 1962–1981 », *Humanity: An International Journal of Human Rights, Humanitarianism, and Development*, 5-2, 2014, p. 216-217.

43 Sur le Consensus de Viña del Mar comme première opposition régionale commune de l'Amérique latine face aux États-Unis, voir Olivier DABÈNE, *The politics of regional integration in Latin America: theoretical and comparative explorations*, New York, Palgrave Macmillan, 2009, p. 19.

disposaient en moyenne que de faibles réserves et souffraient de déficits chroniques de balances des paiements, dans de grandes difficultés. Avant même que la conférence de Lima, prévue pour octobre, ne commence, les pays en développement organisèrent leur mouvement de contestation. Les dirigeants andins prirent d'emblée part aux protestations rapides de l'Amérique latine. Le 5 septembre 1971, les pays du continent se réunirent à Buenos-Aires pour une réunion extraordinaire de la CECLA. Un *Manifeste de l'Amérique Latine* y fut conçu, sous l'impulsion de l'Argentine, du Chili, de la Colombie et de l'Uruguay, pour dénoncer l'injustice de faire « supporter [à l'Amérique latine] les conséquences de la correction de la balance des paiements des États-Unis, alors qu'ils ne sont pas responsables de ses causes⁴⁴. » Ils réclamèrent donc l'annulation rapide de ces mesures, la mise en place du SPG et l'augmentation des ressources pour le développement. À cela s'ajouta une implication inédite sur les questions monétaires. En plus des exigences antérieures, poussées notamment par le Chili auprès du G77, de création d'un lien entre le financement du développement et l'émission des Droits de Tirage Spéciaux (DTS) par le Fonds Monétaire International (FMI)⁴⁵, l'Amérique latine proposa une concertation des pays en développement afin de contourner le vote majoritaire des pays développés au Conseil d'Administration du FMI, qualifié de « traitement discriminatoire⁴⁶».

Reprenant l'idée du Secrétaire général vénézuélien de la CNUCED, Manuel Pérez-Guerrero, de « nouveau Bretton Woods » tourné vers le développement⁴⁷, le Chili demanda la tenue immédiate d'une conférence économique mondiale afin de réformer le système monétaire international (SMI). Si la proposition chilienne ne fut finalement pas retenue du fait des oppositions du Mexique et du Brésil⁴⁸, les débats de la CECLA rencontrèrent des échos dans les enceintes multilatérales dès le mois de septembre 1971. À l'Assemblée annuelle du FMI, Amérique latine et Afrique réclamèrent parallèlement la fin de la gestion exclusive du SMI par les pays développés réunis dans le Groupe des 10 (G10)⁴⁹. Au Conseil du Commerce et du Développement de la CNUCED, le représentant du Chili se fit le relais

44 « Manifiesto de América Latina », *El Trimestre Económico*, Vol. 39, No. 153(1), Janvier-Mars 1972, p. 182-184.

45 Archives du FMI (A-FMI), Central Files, S2000 Special Drawing Rights Link with Development Aid, Ref. 102647, *Lettre d'Edgar Jones à Pierre-Paul Schweitzer*, 5 août 1970.

46 Centre d'Archives Économiques et Financières (CAEF), 1A-0000239-2, *Télégramme du Quai d'Orsay. Buenos-Aires, le 7 septembre 1971*.

47 « Call to defend interests of third world », *Financial Times*, 26 août 1971, p. 11, FTHA, GALE|HS2303668606.

48 Christy THORNTON, « A Mexican International Economic Order? Tracing the Hidden Roots of the Charter of Economic Rights and Duties of States », *Humanity: An International Journal of Human Rights, Humanitarianism, and Development*, 9-3, 2018, p. 404-405.

49 Mirlande MANIGAT, « Les pays du Tiers monde et la réforme du système monétaire international », *Revue française de science politique*, 24-3, 1974, p. 500-525.

de la CECLA et obtint des États-Unis l'exemption de la surtaxe pour les produits importés d'Amérique latine⁵⁰. Ces initiatives placèrent ainsi l'Amérique latine, et plus particulièrement le Chili, en position de force avant la Conférence du G77.

À Lima, un G77 uni et préparé

Lorsque, le 27 octobre 1971, 96 pays en développement se retrouvèrent au Pérou pour préparer la troisième conférence de la CNUCED, le G77 fut marqué par un certain pessimisme. Alors que la déception régnait quant aux résultats de la conférence d'Alger, l'Ambassadeur de Côte d'Ivoire et Président du Comité préparatoire de la conférence de Lima, Benie Nioupin, prévint lors de l'ouverture que « Les problèmes dont la Conférence doit discuter la rendent sans précédent dans l'histoire du Tiers-Monde⁵¹ ». Si les rapports préparatoires notèrent des taux de croissance encourageants ainsi qu'une augmentation appréciable des exportations des pays en développements vers les pays développés et les pays socialistes, les termes de l'échange demeurèrent stables ou en légère baisse du fait des importations croissantes de produits manufacturés liées à l'augmentation des niveaux de vie⁵². Dans ce contexte, les gouvernements socialistes andins prirent la tête du « syndicat des pays pauvres⁵³ ».

Dès l'ouverture, Velasco fit remarquer que les moyens militaires des grandes puissances avaient une influence déclinante alors que « les secteurs cruciaux de décision [passent] aux régions jusqu'alors considérées comme périphériques ». Mais ce passage, soulignait-il, ne pouvait devenir opérationnel que par la prise de conscience par les périphéries de leur potentiel poids politique et par l'action concertée⁵⁴. Cet appel à l'unité se doubla d'un important travail de fonds. Le Pérou, le Chili et l'Algérie furent, avec l'Égypte et la République Démocratique du Congo, les seuls à être représentés à toutes les réunions préparatoires de la conférence⁵⁵. La politisation des débats pratiquée par les États socialistes

50 « Les pays du tiers-monde jugent discriminatoires les mesures prises par Washington », *Le Monde*, 11 septembre 1971, consulté via Europresse ; « Washington refuse d'exonérer de ses mesures protectionnistes les pays pauvres », *Le Monde*, 16 septembre 1971, consulté via Europresse.

51 « Second Ministerial Meeting of the Group of 77 », dans Karl P. SAUVANT (dir.), *The collected documents of the Group of 77. Vol.2, op.cit.*, p. 11.

52 « Background Documents on Some Policy Issues for the Ministerial Meeting », dans *Ibidem*, p. 459-475.

53 Marcel NIEDERGAN, « Le "syndicat" des pays pauvres se réunit à Lima », *Le Monde*, 27 octobre 1971, consulté via Europresse.

54 « Summary Record of the First Plenary Meeting », dans Karl P. SAUVANT (dir.), *The Collected Documents of the Group of 77. Vol.2, op.cit.*, p. 33.

55 Archives des Nations Unies à Genève (ONUG), ARR 40/1842 171, Eugene Adoboli, *The forthcoming Ministerial Meeting of the Group of 77 in Lima, 1971. First progress report, 14 June 1971.*

placèrent ces derniers en tête de la contestation du Nord⁵⁶. Leur ligne dure, manifestée notamment par l'inclusion de Cuba dans le Groupe et l'opposition marquée aux États-Unis, ne fit cependant pas l'unanimité⁵⁷. La solidarité promue par les latino-américains, avec le soutien notable des gouvernements argentins et colombiens, se heurta aux différences de niveaux de développement et d'intérêts par rapport aux pays africains, qui se révélèrent aussi plus modérés⁵⁸. La gestion exclusive de la crise monétaire par les pays développés assura cependant la cohésion du G77 malgré ses divisions internes. À partir de cette conférence, la solidarité des membres du G77 se manifesta non seulement par le front diplomatique à la CNUCED mais aussi par l'homogénéité croissante dans les scrutins de l'Assemblée générale⁵⁹.

La Déclaration finale du G77, dite « Déclaration de Lima » traça les lignes directrices de la diplomatie économique du groupe en vue de la CNUCED III. Elle reprit les fondations posées par la Charte d'Alger et les renforça tant sur le fond que sur la forme, au point d'être parfois qualifiée de « liste de course longue de 94 pages⁶⁰ ». Le G77 y adressa un avertissement solennel aux pays développés en soulignant le caractère révolutionnaire du moment, entretenu par les espoirs frustrés de développement du Sud et l'écart croissant des niveaux de vie par rapport au Nord. Son Programme d'action répondit à la fois aux préoccupations récentes et à des demandes durables. Sur le court terme, la généralisation à l'ensemble du G77 des exemptions dont l'Amérique latine bénéficiait par rapport aux mesures discriminatoires décidées par Nixon fut réclamée. En réaction également à la récente adoption de préférences tarifaires par la CEE, les pays africains et asiatiques appelèrent à une meilleure prise en compte des situations spécifiques à chaque groupe pour éviter que ces mesures destinées à l'ensemble des pays en développement ne défavorisent certains d'entre eux⁶¹. Sur le long terme, trois éléments essentiels ressortirent du texte : la réaffirmation de la souveraineté sur les ressources naturelles ; l'importance nouvelle donnée aux transferts de technologie, reflétée par la demande de création d'une commission dédiée au sein de la CNUCED ; les propositions de nouveaux mécanismes financiers pour égaliser les taux

56 Marcel NIEDERGANG, « À la conférence du "groupe des 77" à Lima, le Chili, le Pérou et l'Algérie sont les plus revendicatifs », *Le Monde*, 3 novembre 1971, consulté via Europresse.

57 Giuliano GARAVINI, *After Empires*, op. cit., p. 134-136.

58 Tanya HARMER, *Allende's Chile and the Inter-American Cold War*, op. cit., chapitre 4.

59 Harold K. JACOBSON, *Networks of Interdependence. International Organizations and the Global Political System*, 2^e éd., New York, Alfred A. Knopf, 1984, p. 109-110.

60 ONUG, ARR 40/2344 56, « *And what about UNCTAD III?* », *Lettre de William Ryan à Manuel Pérez-Guerrero*, July 12, 1972.

61 CNUCED, *Proceedings of the UNCTAD III*, op. cit., p. 373-406.

d'intérêts d'emprunts sur les marchés internationaux et pour la restructuration des dettes des pays en développement⁶².

Sur le plan monétaire, une étape importante fut franchie avec la création du groupe des 24 (G24). Face à la capture des discussions monétaires par le G10 depuis le début des années 1960, le G24 fut chargé d'harmoniser les positions des pays en développement afin de défendre leurs intérêts et de leur assurer un poids plus important dans les négociations⁶³. Malgré leurs contradictions internes, les positions latino-américaines sur la crise monétaire furent intégralement reprises. D'une part, la position mexicaine de soutien au FMI se traduit concrètement par une coordination permettant aux représentants des pays en développement d'obtenir une minorité de blocage au Conseil d'Administration du Fonds. D'autre part, l'idée chilienne de « conférence monétaire mondiale dans le cadre des Nations Unies » fut répétée, sous-entendant ainsi un poids croissant de la CNUCED sur ces enjeux. Une première réunion préparatoire du G24 fut organisée en février 1972 sous la présidence du Pérou et avec l'assistance du Secrétariat général de la CNUCED afin de déterminer la composition du groupe⁶⁴.

Le 6 avril 1972, le G24 se réunit pour la première fois au niveau ministériel à Caracas. Contre l'idée chilienne de conférence mondiale, la proposition, à l'origine faite en 1969 par le Brésil au Conseil d'Administration du FMI puis relancée en janvier 1972 par son directeur, Pierre-Paul Schweitzer⁶⁵, de créer un comité consultatif adossé au Fonds pour débattre des réformes du SMI fut reprise par le G24, de même que la mise en place d'un lien entre DTS et financement du développement⁶⁶. Le projet de comité fut soutenu dans la capitale vénézuélienne à la fois par Pérez-Guerrero, qui y vit l'occasion d'impliquer la CNUCED dans ces réunions ; et par Schweitzer, qui tenta par-là de remettre son organisation à la place centrale que les accords de Bretton Woods lui avaient théoriquement prévue. Malgré les inimitiés entre Schweitzer et les États-Unis, Paul Volcker, alors Sous-Secrétaire du Trésor américain, fit personnellement la promotion du projet auprès l'OCDE dans la mesure où un

62 Quentin DEFORGE et Benjamin LEMOINE, « The Global South Debt Revolution That Wasn't: UNCTAD from Technocratic Activism to Technical Assistance », dans Juan FLORES ZENDEJAS et Pierre PÉNET (dir.), *Sovereign Debt Diplomacies*, Oxford University Press, 2021, p. 238 ; Duccio BASOSI, « Il potere mondiale negli anni della "crisi" statunitense, 1968-1980 », dans Mauro CAMPUS (dir.), *Sviluppo, crisi, integrazione. Temi di storia delle relazioni internazionali per il XXI secolo*, Milano-Torino, Bruno Mondadori, 2012, p. 259.

63 Régine PERRON, *Histoire du multilatéralisme*, op. cit., p. 265 ; John TOYE, *Les 50 ans de la CNUCED. Bref historique*, Genève, Nations Unies, 2014, p. 54-56.

64 ONUG, ARR 40/1842 173, *Intergovernmental Group of the Group of 77 on International Monetary Issues. Preparatory Meeting. Geneva, 31 January 1972. Press release. 4 February 1972.*

65 CAEF, B0062104, Claude Pierre-Brossolette, *Note pour le Ministre. Institution d'un Comité Consultatif auprès du Conseil des Gouverneurs du Fonds Monétaire International, 15 mars 1972.*

66 Karl P. SAUVANT (dir.), *The collected documents of the Group of 77. Vol. 5, op.cit.*, p. 298-299.

tel comité permettrait à l'Administration Nixon de sortir du difficile face-à-face avec les Européens dans les négociations du G10⁶⁷.

Sous l'impulsion des États les plus radicaux du G77, les pays en développement se coordonnèrent donc davantage qu'ils ne l'avaient jamais fait. Malgré les contradictions internes au groupe, la Déclaration de Lima fournit un solide plan de négociations, notamment grâce aux bons offices de l'ambassadeur chilien et ancien co-rédacteur de la DUDH, Hernán Santa Cruz⁶⁸. De plus, la création du G24 signale la détermination des pays en développement d'accroître leurs leviers politiques afin de parvenir à une application concrète de leurs revendications. Pour le Département d'État américain, il est alors clair que « Les pays en développement ont une longue liste de griefs et de demandes. [...] Ils ont préparé soigneusement la CNUCED III, y attachent une grande importance et feront une forte pression pour obtenir de nouvelles actions de la part des pays développés⁶⁹ ».

À Santiago-du-Chili, victoires et déboires de la CNUCED III aux non-alignés

La CNUCED III eut lieu en avril et mai 1972 dans une atmosphère conflictuelle. Localement, le Chili se trouvait alors au pic d'une crise de la dette exacerbée tant par la réticence états-unienne de participer aux allègements de dette du Club de Paris que par la baisse subite des prêts accordés par les institutions financières internationales, exception faite du FMI⁷⁰. En parallèle, des manifestations mouvementées accueillirent les délégués, comme un reflet de la frustration des pays en développement face aux réticences des pays développés⁷¹. En effet, les espoirs de sommet décisif s'évanouirent rapidement alors qu'il devint clair que les pays de l'OCDE arrivaient à Santiago dépourvus de position commune et que, dans le contexte de crise monétaire, ils n'étaient pas non plus disposés à accepter de concessions significatives⁷².

67 Barry EICHENGREEN, *Globalizing Capital: A History of the International Monetary System*, Princeton, Princeton University Press, 1996, p. 116, 137 ; Paul LEWIS, « Money Reform Talks This Week », *Financial Times*, 27 mars 1972, p. 1, FTHA, GALE|HS2300741297.

68 Tanya HARMER, *Allende's Chile and the Inter-American Cold War*, *op. cit.*, chapitre 5.

69 FRUS, 1969–1976, Volume IV, Foreign Assistance, International Development, Trade Policies, 1969–1972, 146. CIEP Study Memorandum 16 UNCTAD III, Washington, 3 mars 1972.

70 Giuliano GARAVINI, *After Empires*, *op. cit.*, p. 138 ; Claudia KEDAR, « Salvador Allende and the IMF », *art. cit.*, p. 740.

71 Christy THORNTON, *Revolution in Development*, *op. cit.*, p. 170.

72 Luciano TOSI, « Europe, the United Nations and dialogue with the Third World », dans Guida MIGANI et Antonio VARSORI (dir.), *Europe in the International Arena during the 1970s*, 2011, p. 161-192.

Les négociations rencontrèrent un blocage dans les thématiques centrales des négociations, à savoir le commerce des matières premières, ainsi que l'aide et le financement du développement, en théorie au cœur des compétences de la CNUCED. Pour les membres de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), cette situation était le signe d'un retour en arrière. Tirant le bilan de la conférence, ils déclarèrent de façon commune :

C'était comme si les gouvernements des pays développés voulaient remplacer le cadre multilatéral de négociations, de débats d'idées et d'efforts pour combattre les injustices par des relations bilatérales prépondérantes avec les pays en développement [...] C'était comme si une préférence était brusquement manifestée pour un retour à une aide au développement exclusivement liée aux besoins impérieux et aux intérêts politiques des pays développés⁷³.

Le recul sur les négociations centrales de la CNUCED fut cependant partiellement compensé par l'ajout de discussions annexes. Pour la première fois, et dans la continuité de la Déclaration de Lima, des aides financières et techniques spécifiques ainsi que des préférences commerciales spéciales furent accordées aux États identifiés comme « pays en voie de développement les moins avancées » (PMA). De plus, un soin particulier fut apporté à l'inclusion des pays enclavés (*landlocked countries*) dans le commerce international, ainsi qu'à la régulation des firmes multinationales⁷⁴. Plus important encore, le président mexicain Luis Echeverría prit l'initiative de proposer la rédaction d'une *Charte des droits et devoirs économiques des États* visant à réaffirmer dans le droit international la souveraineté des nations sur leur économie, en particulier sur le contrôle des ressources naturelles et le choix du système économique. Enfin, le battage politique fait par le G77 et par Pérez-Guerrero autour des questions monétaires rendit impossible aux pays européens de refuser les propositions modérées avancées à Caracas par le G24. Deux mois plus tard, le groupe emporta gain de cause lorsque l'Assemblée générale du FMI reconnut la légitimité des pays en développement de participer aux négociations sur la réforme du système monétaire international avec les pays du G10⁷⁵. Dans ces négociations, la complémentarité entre l'activisme du Chili, du Pérou et du Secrétariat général de la CNUCED d'une part, poussant les pays développés dans leurs retranchements, et la tempérance du Mexique d'autre part, jouant les intermédiaires pour parvenir à un accord exploitable, permit ainsi de renforcer tant le FMI que la position des pays en développement dans ce dernier⁷⁶.

73 Organisation de l'Unité Africaine, CM/St. 7 (XIX), *Resolutions and Statement of the Nineteenth Ordinary Session of the Council of Ministers held in Rabat, Morocco from 5 to 12 June 1972. Declaration on the United Nations Conference on Trade and Development.*

74 Laurent WARLOUZET, « La contribution européenne aux projets de régulation mondiale de la concurrence (1945-2005) », *Les cahiers Irice*, n° 9-1, 2012, p. 105-114.

75 FMI, Rapport annuel, 1972, p. 92-93.

76 Christy THORNTON, *Revolution in Development*, *op. cit.*, p. 162-172.

Si la CNUCED III provoqua l'indignation des pays en développement du fait de l'absence de résultats tangibles sur les enjeux centraux, elle eut des conséquences notables sur le long terme. Les frictions de la conférence participèrent à la radicalisation du G77 dans la mesure où, selon Giuliano Garavini, « la conférence de Santiago peut être considérée comme le début d'un processus de combativité croissante du monde en développement et d'une phase nouvelle, quoique brève, marquée par un surprenant degré de cohésion interne⁷⁷ ». Cela ne bénéficia cependant pas à l'organisation. Dès août 1972, le ministre algérien Abdelaziz Bouteflika déclara devant ses homologues non-alignés : « la route pour l'émancipation économique du Tiers-Monde ne passe pas par la CNUCED⁷⁸ ». En mars 1973, le ministre vénézuélien Hugo Pérez La Salvia se prononça auprès de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) pour montrer l'exemple aux « frères en développement » sur la question des matières premières grâce à l'institution d'un « prix juste » pour le pétrole⁷⁹, ce qui fut suivi en octobre par la hausse des cours et le premier choc pétrolier. Un mois avant, les Non-Alignés s'étaient réunis à Alger pour réaffirmer la nécessité de réformer les structures économiques mondiales afin de favoriser le développement des pays du Sud⁸⁰. Sur la base de cette nouvelle Charte d'Alger et grâce aux documents produits lors des groupes de travail sur la Charte des droits et devoirs économiques des États organisés par la CNUCED en février 1974, les pays en développement firent adopter par l'Assemblée générale des Nations unies la Déclaration concernant l'instauration d'un Nouvel Ordre Économique International (NOEI)⁸¹. Les positions portées par le G77 à la CNUCED III puis à l'Assemblée générale des Nations Unies provoquèrent à la fois la mise en place de nouveaux programmes visant à rendre plus équitables les relations Nord-Sud, tant au niveau européen avec les Accords de Lomé (1975) qu'au niveau mondial avec le début des négociations sur le Programme intégré sur les matières premières à partir de 1976 ; la montée en puissance des flux Est-Sud, notamment par le biais du marché des eurodollars ; et la structuration des relations Sud-Sud grâce à l'émergence du principe d'autonomie collective (*collective self-reliance*)⁸².

77 Giuliano GARAVINI, *After Empires*, *op. cit.*, p. 140.

78 Christy THORNTON, « A Mexican International Economic Order? », *art. cit.*, p. 404.

79 Giuliano GARAVINI, *The Rise and Fall of OPEC in the Twentieth Century*, Oxford, Oxford University Press, 2019, p. 240.

80 Régine PERRON, *Histoire du multilatéralisme*, *op. cit.*, p. 255-259.

81 Christy THORNTON, « A Mexican International Economic Order? », *art. cit.*, p. 405.

82 Johanna BOCKMAN, « Socialist Globalization against Capitalist Neocolonialism », *op. cit.*, p. 109-128 ; Michel CHRISTIAN, « "It is not a Question of rigidly Planning Trade" UNCTAD and the Regulation of the International Trade in the 1970s », dans Michel CHRISTIAN, Sandrine KOTT et Ondřej MATĚJKA (dir.), *Planning in Cold War Europe*, De Gruyter, 2018, p. 285-314 ; Sönke KUNKEL, « Contesting Globalization: The United Nations Conference on Trade and Development and the Transnationalization of Sovereignty », dans Marc FREY, Sönke KUNKEL et Corinna UNGER (dir.), *International organizations and development, 1945-1990*, 2014,

Malgré l'échec global de la CNUCED III, la pression du G77 pour une réforme du système économique international structura le dialogue Nord-Sud jusqu'à l'abandon du NOEI en 1981. La mobilisation de l'Amérique latine puis de l'ensemble du G77 sur les questions monétaires ouvrit la voie à des négociations générales au FMI entre 1972 et 1974. En ce sens, les positions radicales portées par le Chili et le Pérou dépassèrent la seule question nationale et marquèrent pendant un temps les débats multilatéraux. L'influence internationale des deux pays andins déclina cependant rapidement par la suite. Le rayonnement du premier prit fin avec le renversement d'Allende le 11 septembre 1973. Malgré l'inclusion du Venezuela la même année, la prise de pouvoir du général Augusto Pinochet fait entrer le Groupe andin en crise, d'abord par la remise en cause des restrictions d'accès des capitaux étrangers, puis par le retrait du Chili acté en 1976⁸³. Du côté péruvien, le lancement en juillet 1974 du « Plan Inca » afin d'accélérer la transformation économique vers le modèle de « troisième voie » accentua les projets de relations économiques Sud-Sud et d'élimination de « toute forme de pression et de dépendance étrangères⁸⁴ » mais ne permit pas d'insuffler une dynamique de développement nouvelle. L'accueil, en août 1975, de la Conférence des Non-Alignés à Lima, qui devait marquer un nouveau temps fort de la présidence de Velasco, vit son renversement et la clôture de la conférence par son successeur, le général Francisco Morales Bermúdez⁸⁵. Du G77 et de la CNUCED au Mouvement des Non-Alignés, les gouvernements socialistes du Pérou et du Chili allèrent donc l'un comme l'autre de victoires en déboires.

Conclusion

De 1968 à 1975, le Pérou et le Chili eurent, sous les présidences de Juan Velasco et de Salvador Allende, une influence considérable sur la scène multilatérale. Cette courte parenthèse s'ouvrit par la création du Groupe Andin avec le soutien de la CEE, puis par sa réorientation par Velasco et Allende, qui guidèrent le groupe dans une nouvelle phase à mesure qu'ils engageaient leurs pays dans la voie socialiste. De nouvelles structures économiques et sociales furent promues aux niveaux national et sous-régional, et réclamées

p. 240-258.

83 Marjorie Woodford BRAY, *The International Economic Policy of Latin America. Genesis and Limits of Third World Cooperation*, Ph.D. Dissertation, Claremont Graduate University, Claremont, California, 1982, p. 310.

84 Getsiva CAYO DURAND DE GEIST, « Modèles sud-américains de développement », *Revue française d'histoire économique*, N° 11-12, 2019, p. 292-297.

85 Jürgen DINKEL, *The Non-Aligned Movement: Genesis, Organization and Politics (1927-1992)*, Leiden, Brill, 2019, p. 91.

au sein des Nations Unies. Le défi ainsi posé aux États-Unis donna au Pérou et au Chili une stature de leaders de l'Amérique latine et du monde en développement.

Cet article a montré les exemples concrets de cette influence avec, d'abord, la structuration de la sous-région andine pour diminuer sa dépendance économique, ensuite, l'adoption de positions radicales à l'occasion de la crise monétaire dans des documents tels que le *Manifeste de l'Amérique latine* et la *Déclaration de Lima* et, enfin, le poids pris dans les négociations de la CNUCED III. Malgré les difficultés de ces dernières, les positions clivantes du Pérou et du Chili ainsi que la structuration du G77 permirent, à court terme, de parvenir à un compromis sur la manière dont devrait être traitée la réforme du système monétaire international et, à long terme, de lancer l'impulsion radicale qui aboutit à la Déclaration sur le Nouvel Ordre Économique International. Si l'influence du Pérou et du Chili sur la scène multilatérale chuta au moment où les gouvernements socialistes furent renversés, des traces de leur action demeurent dans les organisations internationales à travers le corpus juridique ou la rémanence du G24. De cette parenthèse au sommet ne demeurent toutefois dans les mémoires ni l'importance que Velasco prit brièvement, ni le lien entre le Pérou, le Chili et le Nouvel Ordre Économique International. Seul l'écho d'Allende en porte-parole du Tiers-Monde résonne encore aujourd'hui.